



COMMUNIQUE DE PRESSE

La Coalition UNCAC demande des mesures contre le transfert illicite de richesses hors d’Egypte

Le Caire, Paris, Berlin - 11 février 2011. La coalition UNCAC, qui regroupe plus de 240 organisations de la société civile dans plus de 100 pays, parmi lesquelles l’Organisation Afro-égyptienne pour les Droits de l’Homme (AEHRO) et NADAF - Egyptiens Contre la Corruption, exprime sa vive inquiétude face aux transferts illicites de fonds publics hors d’Egypte.

Un rapport publié en janvier 2011 par le Global Financial Integrity (GFI) estime à 6 milliards de dollars - 57.2 milliards entre 2000 et 2008 - les pertes annuelles que l’Egypte doit aux activités financières illicites et à la corruption de son gouvernement¹.

En début de semaine, des allégations ont été publiées concernant la fortune du président égyptien Hosni Moubarak et de sa famille. Cette fortune doit faire l’objet d’une enquête minutieuse et, s’il est établi que des sommes ont été transférées illicitement, celles-ci doivent être immédiatement gelées et restituées.

La restitution de ces avoirs transférés illicitement permettrait d’apporter les fonds nécessaire au développement de l’Egypte, un pays où 40% de la population vit avec moins de 2 dollars par jour.

La restitution des avoirs détournés est un principe fondamental de la Convention des Nations Unies contre la Corruption qui stipule que les Etats parties se doivent totale coopération et assistance mutuelle dans ce domaine.

La Coalition UNCAC exhorte le gouvernement égyptien à suivre l’exemple tunisien et à prendre toutes les mesures nécessaires pour faire valoir son droit à restitution.

¹ <http://www.financialtaskforce.org/2011/01/26/now-egypt-there-goes-the-neighborhood/>

La coalition UNCAC appelle également les Etats susceptibles d'abriter des avoirs volés à geler les avoirs détenus ou contrôlés par les individus présumés coupables de détournements de fonds publics en Egypte, ainsi que par les individus et entités qui leur sont associés.

En stricte conformité avec leurs obligations au titre de la convention de Merida, **les gouvernements doivent également s'assurer que les banques mettent en œuvre des mesures de vigilance renforcée à l'égard des transactions impliquant les personnes politiquement exposées (PEPs) susmentionnées.**

Nous appelons enfin les gouvernements à publier le montant des avoirs gelés ainsi que le nom des banques ayant procédé aux gels.

Note aux éditeurs :

La Convention des Nations Unies contre la Corruption (UNCAC) est le cadre juridique global le plus complet pour la lutte contre la corruption. Il s'agit d'un accord irrévocable ratifié par 141 états portant sur les standards et conditions destinés à prévenir, détecter, investiguer et sanctionner la corruption.

La Coalition UNCAC a été créée en 2006 et regroupe près de 200 organisations de la société civile dans 60 pays. Son but est de promouvoir la ratification, l'implémentation et le suivi de la Convention des Nations Unies contre la Corruption. Pour plus d'informations, voir www.uncaccoalition.org.

Contacts médias :

Engi M. El Haddad
Afro-Egyptian Human Rights Organization (AEHRO)
engi@aehero.org

Maud Perdriel-Vaissière
Association SHERPA
maud.perdriel-vaissiere@asso-sherpa.org
+ 33 (0) 1 42 21 33 25

Gillian Dell
Transparency International - Secretariat
gdell@transparency.org
Tel: + 49 30 343 82017